



International Governance Institute

...construire l'intégrité en accédant aux fonctions publiques...

bulletin international – août 2008

De la part des Administrateurs...

Depuis le dernier bulletin, des événements intéressants se sont déroulés. Des membres d'IGI ont participé au contrôle des élections au Zimbabwe, l'organisation FIT du Cameroun s'investit dans la mise en place de plusieurs nouveaux projets et, enfin, nous avons ouvert notre nouveau siège social opérationnel à Nairobi. Veuillez continuer à prier que les besoins financiers de cette œuvre importante et croissante soient satisfaits – et continuez à nous envoyer vos points de vue : paul@igi-integrity.com ou info@igi-integrity.com.

Faire enregistrer votre FIT

IGI travaille comme une association à but non lucratif dans des pays particuliers. Ceci présuppose une certaine crédibilité auprès d'autres organisations, d'autres professionnels et des bureaux gouvernementaux. Ainsi, beaucoup de FIT (Focal Integrity Teams – les organisations d'IGI au niveau national et régional) trouve indispensable de faire enregistrer leur organisation correctement dans leur propre pays.

Les avantages de l'enregistrement dépendent des conditions légales et sociales du pays mais comprennent souvent :

- Le droit d'œuvrer comme personne morale – d'être propriétaire et de dépenser son argent à des fins définies par IGI.
- Une crédibilité plus importante
- Des avantages fiscaux liés au but non-lucratif.

Pour voir des suggestions pour vous aider dans l'enregistrement de votre FIT, basées sur l'expérience au Kenya, au Cameroun, au Zimbabwe et au Royaume Uni, voir le site web :

www.igi-integrity.com/Documents/RegistrationTips.pdf

Le Réaménagement territorial au Kenya

Pour comprendre les questions politiques derrière la violence post-électorale au Kenya, nous vous recommandons la lecture d'un article excellent d'un de nos membres, Herbert Wamalwa à :

www.igi-integrity.com/Documents/Kenya-LandReform.pdf

Zimbabwe election update

Les membres d'IGI sur place ont servi comme observateurs lors des élections récentes et controversées pour le Président du Zimbabwe. L'un des responsables raconte : « Malgré un environnement hostile nous avons réussi à déployer 15 observateurs principalement à Matabeleland et à Bulawayo. » Ils ont travaillé à côté d'une mission d'observation d'églises basées sur la foi. Après des accusations de violence et d'intimidation, Morgan Tsvangirai s'est retiré de l'élection, laissant Robert Mugabe sans opposition. Cependant, après la désapprobation internationale, Mugabe et Tsvangirai se sont mis d'accord pour discuter d'un partage du pouvoir.

Des responsables africains ont demandé une meilleure gestion de leur pays

Les chefs des services publics africains se sont mobilisés pour une plus grande responsabilité et transparence.

Quarante délégués des pays du Commonwealth – le Cameroun, la Gambie, le Ghana, le Lesotho, le Malawi, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie et la Zambie – se sont rencontrés à Maputo du 8 au 10 juillet. Ils ont identifié l'éradication de la corruption comme étant essentielle et ils ont noté l'importance du rôle des élus, d'une responsabilité accrue et d'une meilleure transparence.

« L'avancement de l'éthique, de l'intégrité et de la bonne gestion devrait être essentiel dans la culture des services publics puisque les fonctionnaires sont responsables de l'utilisation des fonds publics, a dit Jacqueline Wilson, Directrice du service de développement institutionnel et gouvernemental au Secrétariat du Commonwealth.



Pour plus d'information, voir www.igi-integrity.com/Africa.aspx ou le site web du Commonwealth (<http://www.thecommonwealth.org/>).

Un aspect du travail de l'IGI est la formation des fonctionnaires pour assurer de telles valeurs (www.igi-integrity.com/Featured_Reports.aspx)

« Celui qui marche dans l'intégrité marche avec assurance, Mais celui qui prend des voies tortueuses sera découvert. » Prov. 10.9